

INTERNATIONAL

Allemagne : en Rhénanie-Palatinat, les leçons de la coalition « feu tricolore »

L'alliance SPD-FDP-Verts du Land préfigure les contours de ce que pourrait être la future coalition fédérale en cours de discussions à Berlin.

Par Cécile Boutelet (Mayence [Rhénanie-Palatinat], envoyée spéciale)

Publié aujourd'hui à 10h57, mis à jour à 10h58 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Les dirigeants locaux du SPD, des Verts et des libéraux de Rhénanie-Palatinat, le 23 mars à Mayence. Malu Dreyer (au centre) et Volker Wissing (à droite) représentent le SPD et le FDP dans les négociations fédérales. ARNE DEDERT / DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

A Mayence, c'est bien connu, tout commence par un bon vin. Dans la capitale du Land viticole de Rhénanie-Palatinat, ancien fief d'Helmut Kohl, jumelé depuis quarante ans avec la Bourgogne, les responsables politiques ne manquent jamais de préciser qu'une journée de discussions difficiles se termine souvent par un dîner arrosé d'un des cépages de la région. « *Personnellement, c'est le riesling que je préfère*, précise Daniela Schmitt, ministre régionale de l'économie, membre du parti libéral FDP. *C'est le vin qui fait le plus souvent l'unanimité.* »

La culture de la convivialité, même entre adversaires, est un marqueur de la culture politique de ce Land plutôt rural de 4 millions d'habitants. Un élément considéré comme l'une des clés du succès de la coalition – unique en Allemagne –, qui dirige le gouvernement régional à Mayence depuis 2016, et qui a été reconduite au printemps. Cette combinaison politique, surnommée « coalition feu de circulation » ou « feu tricolore », en référence aux couleurs des partis qui la composent – rouge pour le SPD, jaune pour le FDP, vert pour les écologistes – fait actuellement l'objet de toutes les attentions à Berlin : mercredi 6 octobre, ces trois partis ont annoncé leur intention de négocier en vue de former,

pour la première fois dans l'histoire allemande, un gouvernement « feu tricolore » au niveau fédéral, sous la direction d'un possible chancelier social-démocrate, Olaf Scholz (SPD).

Comment une coalition de ce type peut-elle fonctionner, malgré les divergences profondes entre les partis ? Et surtout, une telle alliance est-elle moins stable que la traditionnelle coalition à deux ? Telles sont les questions qui inquiètent observateurs et responsables politiques depuis que l'option « feu tricolore » semble s'imposer dans les discussions issues des élections du 26 septembre. Rien d'étonnant, donc, à ce que deux figures politiques de Rhénanie-Palatinat aient été choisies pour mener les négociations pour leurs partis respectifs : Malu Dreyer, la populaire ministre-présidente SPD de la région Rhénanie-Palatinat, et Volker Wissing, ancien ministre régional de l'économie, actuel secrétaire général du FDP. Les deux responsables politiques se tutoient et entretiennent une relation de confiance grâce à cinq années de travail gouvernemental à Mayence.

Tables en triangle équilatéral

« *Entre Dreyer et Wissing, le courant est tout de suite passé* », se souvient Bernhard Braun, président du groupe parlementaire écologiste à Mayence, qui a travaillé étroitement avec eux depuis 2016. M. Braun affiche l'allure typique des écologistes allemands de la première heure : avec son costume, il porte des baskets blanches, qui s'accordent parfaitement avec ses cheveux coupés en carré long. A 63 ans, il a une longue expérience de la politique régionale. « *Il y a cinq ans, l'alliance SPD-Verts ne suffisait plus pour former une majorité. Il fallait s'allier avec le FDP. Au début, nous nous sommes posé la même question qui agite Berlin en ce moment : comment former une coalition à trois ?* »

Lire aussi | [En Allemagne, les négociations entre les sociaux-démocrates, les Verts et les libéraux s'amorcent pour former un gouvernement](#)

Dans cette situation inédite, l'attitude de Malu Dreyer vis-à-vis des partenaires est considérée comme déterminante. Célèbres sont les réunions de préparation des conseils des ministres, où les participants sont assis sur des chaises disposées en cercle. Les élus se souviennent aussi que, lors de la première rencontre à trois partis, les tables formaient un triangle équilatéral. « *Aucun parti ne devait se sentir en position inférieure, quel que soit son score dans les urnes* », souligne Sabine Bätzing-Lichtenthäler, présidente du groupe parlementaire SPD à de Mayence. « *Dès le début, Malu Dreyer a accordé beaucoup d'importance au fait que les trois partis se parlent d'égal à égal. Et ce, pas seulement pendant les négociations, mais pendant toute la durée de la coalition, pour que chacun sorte renforcé aux élections suivantes.* »

Dans les rangs du FDP, cette façon de faire de la politique est particulièrement appréciée. Le parti libéral a été échaudé par son expérience au sein du gouvernement « Merkel 2 », entre 2009 et 2013, qui s'était soldée par une débâcle électorale et une humiliante éviction du Bundestag pendant cinq ans. Revenu en force aux législatives de 2017, le FDP avait tenté de former une coalition avec les chrétiens-démocrates (CDU-CSU) et les Verts, avant de rompre brutalement les négociations, estimant ne pas être suffisamment pris au sérieux. Volker Wissing, vice-président du FDP, garde un souvenir cuisant de cette période. « *Angela Merkel était totalement étrangère au libéralisme politique. Pendant les discussions de coalition, elle a montré peu de dispositions à écouter les positions libérales, a-t-il critiqué dans une interview au magazine Der Spiegel, le 11 mars. Malu Dreyer voit une coalition comme une équipe. Angela Merkel exclusivement comme une alliance politique de commodité.* »

Lire aussi | [Elections en Allemagne : début des discussions pour parvenir à une coalition « feu tricolore »](#)

La « méthode Dreyer » tranche en effet avec le travail de coalition d'autrefois, où un parti dominant – l'Union chrétienne-démocrate ou le SPD – pouvait sans peine imposer ses vues à son partenaire. Un rapport de force abruptement résumé par Gerhard Schröder lorsqu'il était chancelier par la formule restée célèbre : « *Dans une coalition, le grand parti est le chef cuisinier, le petit est le serveur.* » Plus question aujourd'hui de recourir à ce type d'analogie dans un système à six partis, dont les « petits » dépassent souvent les 10 % des voix et les « grands » n'en rassemblent pas plus de 30 %. Plus de place pour les revirements ou les petites trahisons : le respect de la parole donnée aux autres partenaires est crucial, soulignent les élus. « *Une coalition de ce type demande une atmosphère de confiance et de*

l'empathie, souligne Daniela Schmitt, du FDP. Elle repose aussi sur une vision commune de ce que le pays doit atteindre. »

Apparition de bizarreries

Les élus reconnaissent quand même qu'une alliance de ce type nécessite un travail constant de réajustement et de compromis. Même à l'échelon régional, les sujets d'exaspération ne manquent pas : la construction d'éoliennes terrestres, défendue par les Verts, entre en conflit avec le souci de préserver les paysages, défendu par les petits indépendants du tourisme ou les agriculteurs, qui votent plutôt FDP. Quant aux sociaux-démocrates, face aux élus FDP et Verts qui se retrouvent sur les innovations et les libertés individuelles, ils opposent le souci de préserver les emplois et le besoin de stabilité de leurs électeurs. Quelques bizarreries sont également apparues pour préserver les équilibres : le FDP détient ainsi le ministère de l'agriculture, les Verts celui de l'agriculture biologique. Le FDP dirige le portefeuille des transports, les Verts veillent... sur les transports en commun. *« C'est parfois difficile, c'est sûr, reconnaît l'écologiste Bernhard Braun. Mais il faut aussi voir qu'une telle coalition est une alliance plus large qu'à deux partis. Si on la mène bien, c'est une alliance plus solide, parce qu'elle associe aux décisions des forces libérales et progressistes. »*

Reste que les pourparlers à Berlin seront autrement plus délicats. Au niveau fédéral, les partis doivent adopter des positions beaucoup plus idéologiques qu'à l'échelon régional. Et les enjeux y sont bien plus lourds de conséquences, notamment ceux qui engagent l'Allemagne vis-à-vis de ses partenaires européens.

Cécile Boutelet (Mayence [Rhénanie-Palatinat], envoyée spéciale)

Services